

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1058

[C — 2009/29130]

12 DECEMBRE 2008. — Décret-programme portant diverses mesures concernant la radiodiffusion, la création d'un fonds budgétaire relatif au financement des programmes de dépistage des cancers, les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, et les bâtiments scolaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — Dispositions modifiant le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion

Article 1^{er}. Dans l'article 101 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le droit de calcul n'est pas exigible lorsqu'il résulte de l'obligation faite à un éditeur de service de conformer une station de radiodiffusion existante aux caractéristiques techniques fixées par le Gouvernement ou le Collège d'autorisation et de contrôle. Chaque fois que nécessaire, le droit de calcul ne sera pas appliqué à un second calcul exigé par cette même mise en conformité. ».

Art. 2. L'article 108 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les radios en réseau et les radios indépendantes sont dispensées du paiement de la redevance visée à l'article 100, § 2, applicable à la première année civile au cours de laquelle leur autorisation a pris cours. ».

Art. 3. L'article 161, § 1^{er}, dernier alinéa, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion est complété par la phrase suivante :

« Le montant de la contribution est fixé à concurrence du nombre de mois de l'année civile écoulés à partir de l'entrée en vigueur de l'autorisation. »

Art. 4. L'article 161, § 3, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Lorsqu'il est fait application du 5^e alinéa du § 1^{er}, la date visée à l'alinéa 1^{er} est le 1^{er} février de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur de l'autorisation de l'éditeur de service. »

TITRE II. — Création d'un fonds budgétaire relatif au financement des programmes de dépistage des cancers

Art. 5. Un point 61 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française selon le tableau joint en annexe au présent décret.

TITRE III. — Dispositions relatives aux établissements d'enseignement, aux internats, aux centres psycho-médico-sociaux, et aux bâtiments scolaires**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux Internats**

Art. 6. Par dérogation à l'article 32, § 2, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement, en ce qui concerne les internats, est fixé pour l'année scolaire 2008-2009 au montant accordé pour l'année scolaire 2007-2008, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 2009 et le 1^{er} janvier 2008.

Art. 7. Dans l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par le décret-programme du 13 décembre 2007, l'année « 2009 » est remplacée par l'année « 2010 ».

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux Centres psycho-médico-sociaux

Art. 8. L'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant : « Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2008-2009 au montant accordé pour l'année scolaire 2007-2008, tel qu'il a été établi à l'alinéa précédent, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier 2009 et le 1^{er} janvier 2008 ».

Art. 9. Les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées pour l'année scolaire 2008-2009 sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

Art. 10. A l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié en dernier lieu par le Décret-programme du 13 décembre 2007, les mots « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008. » sont remplacés par les mots « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009. ».

Art. 11. Le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé; de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de l'enseignement secondaire de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française est modifié comme suit :

A l'article 7 § 1^{er}, 1^{er} alinéa, les mots « € 18.889.487 en 2009; » sont remplacés par les mots « € 28.383.809 en 2009; ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives à l'enseignement technique et professionnel*

Art. 12. A l'article 4, § 1^{er}, 4^o, du décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, le chiffre « 6.197.388 » est remplacé par le chiffre « 9.119.338 ».

CHAPITRE V. — *Des dotations et des subventions de fonctionnement des établissements*

Art. 13. Les dotations de fonctionnement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté française, telles que visées à l'article 18 du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, sont augmentées des montants nécessaires à couvrir les augmentations barémiques, décidées par le Gouvernement, concernant des membres du personnel ouvrier ou de maîtrise, en ce compris les préparateurs dont les rémunérations sont à charge des dotations.

Par application de l'alinéa précédent, les dotations de fonctionnement de l'enseignement secondaire ordinaire et de l'enseignement spécialisé sont augmentées respectivement de € 3.608.000 et € 581.000 à partir de l'année 2009. Ces montants sont indexés annuellement sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation à la date du 1^{er} janvier.

Art. 14. A l'article 3, § 3, alinéa 7, 7^o, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les pourcentages « 2,4 % », « 3,5 % », « 3,36 % » et « 4,5 % » sont remplacés respectivement par les pourcentages « 4,02 % », « 5,14 % », « 5 % » et « 6,15 % ».

Art. 15. A l'article 32, § 2, alinéa 2, de la même loi, les montants « € 79.749.825,85 » et « € 110.813.363,44 » sont remplacés respectivement par les montants « € 85.728.825,85 » et « € 117.379.363,44 ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives à l'intervention financière de la Communauté française dans les frais de transport en commun public supportés par les élèves et étudiants âgés de douze à vingt-quatre ans inscrits au sein des établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 16. Le présent chapitre est applicable aux élèves et étudiants âgés de douze à vingt-quatre ans inscrits au sein des établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 17. Pour permettre aux élèves et étudiants visés à l'article 1^{er} de se rendre au sein des établissements scolaires dans lesquels ils sont inscrits, il leur est octroyé une intervention dans les frais de transport en commun public.

Le Gouvernement, dans la limite des crédits budgétaires, détermine le pourcentage de cette intervention.

Le Gouvernement énumère les sociétés de transport public visées par le présent décret et conclut une convention avec celles-ci afin de préciser les modalités pratiques de l'intervention de la Communauté française.

CHAPITRE VII. — *Abrogation des échelles de niveau 4 pour les membres du personnel administratif et ouvrier*

Art. 18. L'article 27bis de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat est remplacé par ce qui suit :

« Article 27bis. § 1^{er}. Les fonctions de recrutement et de sélection du personnel administratif sont réparties en deux groupes de fonctions, à chacun desquels correspond un groupe d'échelles de traitement spécifique.

Le premier groupe comprend les fonctions d'auxiliaire administratif, surveillant copiste, surveillant en chef, commis, premier commis, premier commis-dactylographe, premier commis-sténodactylographe.

Le deuxième groupe comprend les fonctions de rédacteur, premier rédacteur, secrétaire comptable, premier secrétaire comptable, correspondant comptable, premier correspondant comptable.

§ 2. Les fonctions de recrutement et de sélection du personnel de maîtrise, gens de métier et de service sont réparties en deux groupes de fonctions, à chacun desquels correspond un groupe d'échelles de traitement spécifique.

Le premier groupe comprend les fonctions d'aide ouvrier d'entretien qualifié, aide-cuisinier, ouvrier d'entretien, veilleur de nuit, cuisinier, ouvrier d'entretien qualifié, ouvrier qualifié, premier cuisinier, premier ouvrier qualifié, premier ouvrier d'entretien qualifié, relieur d'art, mouleur, compositeur typographe, premier mouleur, premier relieur d'art, premier compositeur typographe, préparateur, premier préparateur.

Le deuxième groupe comprend les fonctions de luthier réparateur, premier luthier réparateur, opérateur-technicien, premier opérateur-technicien. »

CHAPITRE VIII. — *Pécule de vacances à 92 pour cent pour les personnels ouvrier, administratif et ato de niveaux 2 et 3*

Art. 19. Dans l'article 26, alinéa 1^{er}, du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente, les termes « à 70 % » sont remplacés par les termes « à 92 % ».

CHAPITRE IX. — *De l'allocation de foyer et de l'allocation de résidence*

Art. 20. Dans l'article 14 du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation du secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - Section II, est inséré un dernier alinéa libellé comme suit :

« Les montants visés au présent article suivent l'évolution des montants similaires appliqués aux membres du personnel relevant du comité de négociation du secteur XVII. »

CHAPITRE X. — *De l'intervention dans les frais de transport en commun public des membres du personnel*

Art. 21. L'article 3 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel est complété par l'alinéa suivant :

« Le présent article n'est applicable qu'aux membres du personnel, chefs d'établissements et pouvoirs organisateurs visés à l'article 1^{er} relevant des Hautes Ecoles, des internats dépendant de ces établissements, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture organisés par la Communauté française ainsi que des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture subventionnés par la Communauté française. »

Art. 22. Dans le même décret, il est inséré un article *3bis* rédigé comme suit :

« Article *3bis*. Sans préjudice de l'application d'autres dispositions légales et réglementaires concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix du transport des membres de son personnel, pour le transport organisé par la Société nationale des Chemins de fer belge, l'intervention dans le prix de la carte de train assimilée à l'abonnement social est égale à 100% de ce montant pour une carte de train deuxième classe pour :

- a) Les membres du personnel d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de promotion sociale organisés par la Communauté française visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o et 5^o;
- b) Les membres du personnel subsidiés des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o;
- c) Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3^o et 4^o et 6^o à 11^o ».

Art. 23. L'article 4 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel est complété par l'alinéa suivant :

« Le présent article n'est applicable qu'aux membres du personnel, chefs d'établissements et pouvoirs organisateurs visés à l'article 1^{er} relevant des Hautes Ecoles, des internats dépendant de ces établissements, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés par la Communauté française ainsi que des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture subventionnés par la Communauté française ».

Art. 24. Dans le même décret, il est inséré un article *4bis* rédigé comme suit :

« Art. *4bis*. Pour le transport urbain et suburbain organisé par les sociétés régionales de transports publics, l'intervention dans le prix de l'abonnement, qu'il soit proportionnel à la distance parcourue ou, à défaut de pouvoir être déterminé en fonction de la distance en kilomètres ou en zones, qu'il soit à tarif fixe, est fixée à 100 % de ce prix pour :

- a) Les membres du personnel d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de promotion sociale organisés par la Communauté française visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o et 5^o;
- b) Les membres du personnel subsidiés des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o;
- c) Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3^o et 4^o et 6^o à 11^o ».

Art. 25. L'article 5 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel est complété par l'alinéa suivant :

« Le présent article n'est applicable qu'aux membres du personnel, chefs d'établissements et pouvoirs organisateurs visés à l'article 1^{er} relevant des Hautes Ecoles, des internats dépendant de ces établissements, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés par la Communauté française ainsi que des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture subventionnés par la Communauté française ».

Art. 26. Dans le même décret, il est inséré un article *5bis* rédigé comme suit :

« Art. *5bis*. Lorsque plusieurs moyens de transport en commun public sont combinés et qu'un seul titre de transport est fourni pour la totalité de la distance parcourue, l'intervention est fixée à 100% de ce prix pour :

- a) Les membres du personnel d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de promotion sociale organisés par la Communauté française visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o et 5^o;
- b) Les membres du personnel subsidiés des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o;
- c) Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3^o et 4^o et 6^o à 11 ».

Art. 27. L'article 6 du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel est remplacé par l'article suivant :

« Art. 6. Dans tous les autres cas que ceux visés à l'article 5, l'intervention pour l'ensemble de la distance parcourue est égale à la somme des montants de l'intervention telle qu'elle est prévue aux articles 3, *3bis*, 4, *4bis*, 5 et *5bis* ».

CHAPITRE XI. — *Suppression des seuils d'âge*

Art. 28. A l'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique est inséré un § 1^{er}*bis* rédigé comme suit :

« § 1^{er}*bis*. Par dérogation au § 1^{er}, sont admissibles les services effectifs repris au § 1^{er}, accomplis avant le seuil d'âge, prestés par le membre du personnel entré en fonction postérieurement au 31 août 2008 ou qui, en fonction antérieurement, n'a pas atteint le seuil d'âge de son échelle à cette même date. ».

Art. 29. L'article 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique est complété par la disposition suivante :

« § 4. Par dérogation aux § 1^{er} et 2, sont admissibles les services effectifs repris aux § 1^{er} et § 2, accomplis avant le seuil d'âge, prestés par le membre du personnel entré en fonction postérieurement au 31 août 2008 ou qui, en fonction antérieurement, n'a pas atteint le seuil d'âge de son échelle à cette même date. »

Art. 30. A l'article 14 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat est ajoutée la disposition suivante :

« 5. les services effectifs, visés sous 1 à 4, que le membre du personnel a prestés antérieurement au seuil d'âge de son échelle pour autant que celui-ci soit entré en fonction postérieurement au 31 août 2008 ou qui, en fonction antérieurement, n'a pas atteint le seuil d'âge de son échelle à cette même date. »

Art. 31. L'article 78 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est complété par la disposition suivante :

« § 4. Par dérogation au § 3, sont admissibles les services effectifs repris au § 1^{er} et § 2, accomplis avant le seuil d'âge, prestés par le membre du personnel entré en fonction postérieurement au 31 août 2008 ou qui, en fonction antérieurement, n'a pas atteint le seuil d'âge de son échelle à cette même date. »

CHAPITRE XII. — *Expérience utile*

Art. 32. Dans l'article 17, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, les termes « huit ans » sont remplacés par les termes « neuf ans ».

Art. 33. Dans l'article 17, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, les termes « neuf ans » sont remplacés par les termes « dix ans ».

CHAPITRE XIII

Des moyens pour participer notamment aux diverses commissions d'affectation ou de gestion des emplois

Art. 34. A l'article 7bis, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2003 visant à donner les moyens aux organisations syndicales de mener à bien leurs missions dans le secteur de l'enseignement sont apportées les modifications suivantes :

- 1° Les termes « articles 7, 8, 11 et 12 » sont remplacés par les termes « articles 5 à 12 »;
- 2° Les termes « et 200 périodes de capital-périodes » sont insérés entre les termes « NTPP » et les termes « ou équivalent ».

CHAPITRE XIV. — *Dispositions portant modification de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 35. A l'article 3, § 3, alinéa 4, point 6°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les termes « de troisième année de différenciation et d'orientation ou » sont insérés entre les termes « élève » et les termes « de l'enseignement ordinaire ».

Art. 36. L'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'Etat, tel que modifié par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986, est complété par l'alinéa suivant :

« Une demi-charge d'éducateur supplémentaire est octroyée par internat dont le nombre d'internes inscrits le 30^e jour qui suit le début de l'année scolaire se situe dans l'une des tranches suivantes :

- 11 à 20;
- 32 à 41;
- 53 à 62;
- 74 à 83;
- 95 à 104;
- 116 à 125;
- 137 à 146;
- 158 à 167;
- 179 à 188;
- 200 à 209;
- 221 à 230;
- 242 à 251;
- 263 à 272;
- 284 à 293

et ainsi de suite. »

CHAPITRE XV. — *De l'inspection*

Art. 37. Dans l'article 53, alinéa 2, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française et aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, les termes « Sur la base de la structure du Service général de l'Inspection telle que déterminée à l'article 3, alinéa 2, » sont supprimés.

CHAPITRE XVI. — *Dispositions concernant le processus de validation des compétences*

Art. 38. Conformément à l'article 25 de l'Accord de Coopération du 22 octobre 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française auquel il a été porté assentiment par décret du Conseil du 22 octobre 2003, la Communauté française intervient annuellement dans la limite des crédits budgétaires disponibles :

- 1° En ce qui concerne les coûts de fonctionnement du Consortium de validation des compétences, à concurrence de 30 % du budget fixé d'un commun accord par les parties contractantes;
- 2° En ce qui concerne les établissements d'enseignement de promotion sociale agréés en tant que centres de validation des compétences :
 - a) Dans le coût des épreuves de validation organisées dont le Gouvernement de la Communauté française détermine le nombre et le type d'épreuves par année budgétaire sur base du coût forfaitaire par type d'épreuves fixé annuellement par le Consortium de validation des compétences;
 - b) Dans la prise en charge des frais d'audit des centres de validation des compétences pour chaque métier concerné;
 - c) Dans la prise en charge de périodes octroyées aux centres de validation des compétences destinées à la coordination des centres, à la guidance, à l'orientation et à l'évaluation des candidats;

3° En ce qui concerne les commissions de référentiels :

- a) Dans la prise en charge des frais de déplacements des représentants de l'enseignement de promotion sociale qui participent aux commissions de référentiels ou à toute autre commission ou groupe de travail aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des Services du Gouvernement;
- b) Dans la prise en charge de périodes octroyées à un établissement d'enseignement de promotion sociale qui délègue un membre de son personnel au sein d'une commission de référentiels afin de pouvoir compenser les heures non prestées par ce membre du personnel dans l'établissement.

Les périodes visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, b), sont octroyées sur base du relevé de présences établi par la cellule exécutive et sont limitées à maximum cinq périodes par jour.

Les établissements d'enseignement de promotion sociale organisant la ou les formation(s) concernée(s) sont seuls habilités à déléguer un membre de leur personnel au sein des commissions de référentiels. Pour chaque métier, un appel à candidat sera effectué via les réseaux d'enseignement.

Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi des périodes visées au présent article.

CHAPITRE XVII

De la rémunération de décembre en décembre des membres du personnel en Communauté française

Art. 39. L'arrêté royal n° 279 du 30 mars 1984 relatif au paiement à terme échu des traitements de certains agents du secteur public est abrogé.

TITRE IV. — Dispositions finales

Art. 40. Les articles 28 à 31 du présent décret produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2008.

Art. 41. Les articles 16 et 17 du présent décret produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2008.

Art. 42. Les articles 18, 35 et 36 et l'article 39 du présent décret produisent leurs effets le 1^{er} décembre 2008.

Art. 43. Les articles 5 à 15, 19 à 27, 32, 34 et 38 du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 44. L'article 33 du présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 45. L'article 37 du présent décret produit ses effets le 15 décembre 2008.

Art. 46. Les articles 1^{er} à 4 produisent leurs effets le 31 décembre 2008.

Art. 47. Pour le reste de l'année scolaire 2008-2009, les organisations syndicales introduisent leurs(s) demande(s) pour bénéficier de l'article 7bis du décret du 17 juillet 2003 tel que modifié par le présent décret, selon les modalités de l'article 7quater, paragraphe 2, du même décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 611-1. — Avis des commissions, n° 611-2 à n° 611-5. — Amendements de commission, n° 611-6. — Rapport n° 611-7. — Amendements de séance, n° 611-8.

Comptes-rendus intégraux. — Discussion. Séance du 8 décembre 2008. — Reprise de la Discussion et adoption. Séance du 9 décembre 2008.

Annexe

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
6.1. Fonds relatifs au financement des programmes de dépistage des cancers	Intervention de l'Etat fédéral dans les programmes de dépistage des cancers	Intervention dans les prestations effectuées dans le cadre des programmes de dépistage des cancers (frais de personnel et de fonctionnement)

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1058

[C — 2009/29130]

12 DECEMBER 2008. — Programmadecreet houdende verscheidene maatregelen betreffende de radio-omroep, de oprichting van een begrotingsfonds voor de financiering van programma's voor het opsporen van kankers, de onderwijsinrichtingen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra en de schoolgebouwen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep

Artikel 1. In artikel 101 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een lid ingevoegd tussen het 2e en het 3e lid, luidend als volgt :

« Het rekengeld is niet eisbaar wanneer het voortvloeit uit de verplichting om tegenover een dienstenuitgever een bestaande radio-uitzender in conformiteit te stellen met de technische kenmerken vastgesteld door de Regering of het College voor vergunning en controle. Telkens het nodig is, zal het rekengeld niet worden onderworpen aan een tweede berekening vereist door diezelfde inconformiteitstelling. »

Art. 2. Artikel 108 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt aangevuld met de paragraaf 3 luidend als volgt :

« § 3. De netwerkradio's en de onafhankelijke radio's worden vrijgesteld van de betaling van het jaarlijks recht bedoeld in artikel 100, § 2, van toepassing het eerste kalenderjaar gedurende welke hun vergunning ingegaan is. »

Art. 3. Artikel 161, § 1, laatste lid, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt aangevuld met de volgende zin :

« Het bedrag van de bijdrage wordt vastgesteld tegen het aantal maanden van het kalenderjaar die verlopen zijn sinds de inwerkingtreding van de vergunning. »

Art. 4. Artikel 161, § 3, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Wanneer het 5e lid, § 1, toegepast wordt, komt de datum die in het 1e lid bedoeld wordt overeen met 1 februari van het jaar volgend op de datum van inwerkingtreding van de vergunning van de dienstenuitgever. »

TITEL II. — Oprichting van een begrotingsfonds betreffende de financiering van de programma's voor het opsporen van kankers

Art. 5. Een punt 61 wordt toegevoegd in de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap volgens de tabel gevoegd in bijlage bij dit decreet.

TITEL III. — Bepalingen betreffende de onderwijsinrichtingen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra en de schoolgebouwen

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de internaten

Art. 6. In afwijking van artikel 32, § 2, 4e lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt het bedrag van de werkingsubsidies, wat betreft de internaten, voor het schooljaar 2008-2009, vastgesteld op het bedrag toegekend voor het schooljaar 2007-2008, geïndexeerd in functie van de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2009 en het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2008.

Art. 7. In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, gewijzigd bij het programmadecreet van 13 december 2007, wordt het jaar « 2009 » vervangen door het jaar « 2010 ».

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de Psycho-medisch-sociale centra

Art. 8. Artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met het volgende lid : « In afwijking van het 1e lid, c) en d), wordt het bedrag van de subsidies voor het schooljaar 2008-2009 vastgesteld op het bedrag toegekend voor het schooljaar 2007-2008, zoals vastgesteld het jaar voordien, geïndexeerd in functie van de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2009 en het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2008. »

Art. 9. De werkingstoelagen van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden voor het schooljaar 2008-2009 op dezelfde basis vermeerderd als de subsidies bedoeld in artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de Schoolgebouwen

Art. 10. In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs, zoals voor het laatst gewijzigd door het Programmadecreet van 13 december 2007, worden de woorden « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007 en 2008. » vervangen door de woorden « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 en 2009. »

Art. 11. Het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt als volgt gewijzigd :

In artikel 7, § 1, 1e lid, worden de woorden « € 18.889.487 in 2009; » vervangen door de woorden « € 28.383.809 in 2009; ».

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende het technisch en beroepsonderwijs

Art. 12. In artikel 4, § 1, 4° van het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wordt het cijfer « 6.197.388 » vervangen door het cijfer « 9.119.338 ».

HOOFDSTUK V. — Werkingstoelagen en -subsidies van de inrichtingen

Art. 13. De werkingstoelagen van de diensten met afzonderlijk beheer van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals bepaald in artikel 18 van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, worden vermeerderd met de bedragen die noodzakelijk zijn voor het dekken van de baremische vermeerderingen, besloten door de Regering, betreffende de leden van het arbeids- of meesterspersoneel, met inbegrip van de bereiders waarvan de bezoldigingen ten laste van de toelagen zijn.

Bij toepassing van het vorige lid worden de werkingstoelagen van het gewoon secundair onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs respectievelijk vermeerderd met € 3.608.000 en € 581.000 vanaf het jaar 2009. Die bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op basis van de evolutie van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari.

Art. 14. In artikel 3, § 3, 7e lid, 7° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de percentages « 2,4 % », « 3,5 % », « 3,36 % » en « 4,5 % » respectievelijk vervangen door de percentages « 4,02 % », « 5,14 % », « 5 % » en « 6,15 % ».

Art. 15. In artikel 32, § 2, 2e lid, van dezelfde wet, worden de bedragen « € 79.749.825,85 » en « € 110.813.363,44 » respectievelijk vervangen door de bedragen « € 85.728.825,85 » en « € 117.379.363,44 ».

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen betreffende de financiële bijdrage van de Franse Gemeenschap in de openbare vervoerkosten gemaakt door de leerlingen en studenten tussen twaalf en vierentwintig jaar ingeschreven in een onderwijsinrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 16. Dit hoofdstuk is van toepassing op de leerlingen en studenten tussen twaalf en vierentwintig jaar ingeschreven in een onderwijsinrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse gemeenschap.

Art. 17. Om de in artikel 1 bedoelde leerlingen en studenten toe te laten zich te begeven naar schoolinrichtingen waarin zij ingeschreven zijn, wordt hen een bijdrage toegekend in de openbare vervoerkosten.

De Regering bepaalt, binnen de perken van de begrotingskredieten, het percentage van die bijdrage.

De Regering somt de bedrijven van openbaar vervoer op die bedoeld zijn bij dit decreet en sluit een overeenkomst met hen teneinde de praktische modaliteiten van de bijdrage van de Franse Gemeenschap te bepalen.

HOOFDSTUK VII. — Opheffing van de schalen van niveau 4 voor de leden van het administratief personeel en het werkliedenpersoneel

Art. 18. Artikel 27bis van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 27bis. § 1. De wervings- en selectieambten van het administratief personeel worden in twee ambtengroepen onderverdeeld waarmee voor elke groep een specifieke groep weddeschalen overeenstemt.

De eerste groep bevat de ambten van administratief helper, suppoost-kopist, hoofdsuppoost, klerk, eerste klerk, eerste klerk-typist(e), klerk-typist(e), eerste klerk-stenotypist(e).

De tweede groep bevat de ambten van opsteller, eerste opsteller, secretaris-rekenplichtige, eerste secretaris-rekenplichtige, rekenplichtig correspondent, eerste rekenplichtig correspondent.

§ 2. De wervings- en selectieambten van het meesters-, vak- en dienstpersoneel worden in twee ambtengroepen onderverdeeld waarmee voor elke groep een specifieke groep weddeschalen overeenstemt.

De eerste groep bevat de ambten van geschoold hulponderhoudswerkman, hulpkok, onderhoudswerkman, nachtwaker, kok, geschoold onderhoudswerkman, geschoold werkman, eerste kok, eerste geschoold werkman, eerste geschoold onderhoudswerkman, kunstboekbinder, vormer, handzetter, eerste vormer, eerste kunstboekbinder, eerste handzetter, amanuensis, eerste amanuensis.

De tweede groep bevat de ambten van hersteller van muziekinstrumenten, eerste hersteller van muziekinstrumenten, operateur-technicus, eerste operateur-technicus. »

HOOFDSTUK VIII. — Vakantiegeld op 92 % voor het werklieden-, administratief en atw personeel van de niveaus 2 en 3

Art. 19. In artikel 26, eerste lid, van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding, worden de woorden « op 70 % » vervangen door de woorden « op 92 % ».

HOOFDSTUK IX. — Haard- en standplaatstoelagen

Art. 20. In artikel 14 van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II, wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De bedragen bedoeld bij dit artikel volgen de evolutie van de overeenkomstige bedragen toegepast op de personeelsleden die onder het overlegcomité van sector XVII ressorteren. »

HOOFDSTUK X. — *Bijdrage in de kosten voor de openbare algemene vervoermiddelen van de personeelsleden*

Art. 21. Artikel 3 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, wordt met het volgende lid aangevuld :

« Dit artikel is enkel van toepassing op de personeelsleden, de inrichtingshoofden en de inrichtende machten bedoeld bij artikel 1 die onder de Hogescholen, de internaten die van deze inrichtingen afhangen, de Hogere Kunstscholen en de Hoge Instituten voor Architectuur ingericht door de Franse Gemeenschap alsook de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de Hogere Instituten voor Architectuur gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ressorteren. »

Art. 22. In hetzelfde decreet wordt een artikel *3bis*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel *3bis*. Onverminderd de toepassing van andere wets- en reglementaire bepalingen betreffende de financiële bijdrage van de werkgever in de kosten van het vervoer van zijn personeelsleden, voor het vervoer ingericht door de NMBS, is de bijdrage in de kosten van de treinkaart, die gelijkgesteld wordt met de kosten van een sociaal abonnement, gelijk aan 100 % van dit bedrag voor een treinkaart tweede klasse voor :

- a) de personeelsleden van het kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 1, § 1, 1° en 5°;
- b) de gesubsidieerde personeelsleden van de inrichtingen voor het kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, het secundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 1, § 1, 2°;
- c) de personeelsleden bedoeld bij artikel 1, § 1, 3° en 4° en 6° tot 11°. »

Art. 23. Artikel 4 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, wordt met het volgende lid aangevuld :

« Dit artikel is enkel van toepassing op de personeelsleden, de inrichtingshoofden en de inrichtende machten bedoeld bij artikel 1 die onder de Hogescholen, de internaten die van deze inrichtingen afhangen, de Hogere Kunstscholen en de Hoge Instituten voor Architectuur ingericht door de Franse Gemeenschap alsook de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de Hogere Instituten voor Architectuur gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ressorteren. »

Art. 24. In hetzelfde decreet wordt een artikel *4bis*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. *4bis*. Voor het stads- en voorstadsvervoer ingericht door de gewestelijke maatschappijen voor openbaar vervoer, is de bijdrage in de kosten van het abonnement, dat in verhouding is met de afgelegde afstand of, bij gebrek aan mogelijkheid om bepaald te mogen worden in functie van de afstand in kilometer of in zones, dat aan een vaststaand tarief beantwoordt, de treinkaart, bepaald op 100 % van dit bedrag voor :

- a) de personeelsleden van het kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 1, § 1, 1° en 5°;
- b) de gesubsidieerde personeelsleden van de inrichtingen voor het kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, het secundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 1, § 1, 2°;
- c) de personeelsleden bedoeld bij artikel 1, § 1, 3° en 4° en 6° tot 11°. »

Art. 25. Artikel 5 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, wordt met het volgende lid aangevuld :

« Dit artikel is enkel van toepassing op de personeelsleden, de inrichtingshoofden en de inrichtende machten bedoeld bij artikel 1 die onder de Hogescholen, de internaten die van deze inrichtingen afhangen, de Hogere Kunstscholen en de Hoge Instituten voor Architectuur ingericht door de Franse Gemeenschap alsook de Hogescholen, de Hogere Kunstscholen en de Hogere Instituten voor Architectuur gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ressorteren. »

Art. 26. In hetzelfde decreet wordt een artikel *5bis*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. *5bis*. Wanneer meerdere openbare algemene vervoermiddelen in combinatie gebruikt worden en dat één enkel vervoerbewijs uitgereikt wordt voor de gehele afgelegde afstand, is de bijdrage bepaald op 100 % van dit bedrag voor :

- a) de personeelsleden van het kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 1, § 1, 1° en 5°;
- b) de gesubsidieerde personeelsleden van de inrichtingen voor het kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs, het secundair onderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap bedoeld bij artikel 1, § 1, 2°;
- c) de personeelsleden bedoeld bij artikel 1, § 1, 3° en 4° en 6° tot 11°. »

Art. 27. Artikel 6 van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, wordt door het volgende artikel vervangen :

« Art. 6. In alle andere gevallen als deze bedoeld bij artikel 5, is de bijdrage voor de gehele afgelegde afstand gelijk aan de som van de bedragen van de bijdrage zoals bepaald bij de artikelen 3, *3bis*, 4, *4bis*, 5 en *5bis*. »

HOOFDSTUK XI. — *Afschaffing van de leeftijdsdrempels*

Art. 28. In artikel 16 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, wordt een § *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *1bis*. In afwijking van de eerste paragraaf, worden toegelaten de effectieve diensten opgenomen in de eerste paragraaf, verricht voor de leeftijdsdrempel, gepresteerd door het personeelslid dat zijn ambt bekleedt na 31 augustus 2008 of dat, ook al hij reeds eerder zijn ambt bekleedde, niet de leeftijdsdrempel van zijn schaal op deze datum heeft bereikt. »

Art. 29. Artikel 17 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« § 4. In afwijking van de eerste en tweede paragrafen, worden toegelaten de effectieve diensten opgenomen in de eerste en tweede paragrafen, gepresteerd voor de leeftijdsdrempel, gepresteerd door het personeelslid dat zijn ambt bekleedt na 31 augustus 2008 of dat, ook al hij reeds eerder zijn ambt bekleedde, niet de leeftijdsdrempel van zijn schaal op deze datum heeft bereikt. »

Art. 30. In artikel 14 van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« 5. de effectieve diensten, bedoeld bij 1 tot 4, die door het personeelslid gepresteerd werden vóór de leeftijdsdrempel van zijn schaal voor zover het zijn ambt heeft bekleed na 31 augustus 2008 of dat, ook al hij reeds eerder zijn ambt bekleedde, niet de leeftijdsdrempel van zijn schaal op deze datum heeft bereikt. »

Art. 31. Artikel 78 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« § 4. In afwijking van de derde paragraaf, worden toegelaten de effectieve diensten opgenomen in de eerste en tweede paragrafen, gepresteerd voor de leeftijdsdrempel, gepresteerd door het personeelslid dat zijn ambt bekleedt na 31 augustus 2008 of dat, ook al hij reeds eerder zijn ambt bekleedde, niet de leeftijdsdrempel van zijn schaal op deze datum heeft bereikt. »

HOOFDSTUK XII. — *Nuttige ervaring*

Art. 32. In artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, worden de woorden « acht jaar » vervangen door de woorden « negen jaar ».

Art. 33. In artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, worden de woorden « negen jaar » vervangen door de woorden « tien jaar ».

HOOFDSTUK XIII. — *De middelen om inzonderheid deel te nemen aan de diverse affectatiecommissies of commissies voor personeelsbeheer*

Art. 34. In artikel 7bis, tweede lid, van het decreet van 17 juli 2003 waarbij middelen ter beschikking van de vakverenigingen worden gesteld om hun opdrachten te verwezenlijken in de sector van het onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° De woorden « artikelen 7, 8, 11 en 12 » worden vervangen door de woorden « artikelen 5 tot 12 »;
- 2° De woorden « en 200 lestijden van het lestijdenpakket » worden ingevoegd tussen de woorden « totaal aantal lestijden-leerkracht » en de woorden « of equivalent ».

HOOFDSTUK XIV. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 35. In artikel 3, § 3, vierde lid, punt 6°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden « van het derde differentiatie- en oriëntatiejaar » ingevoegd tussen de woorden « leerling » en de woorden « van het gewoon onderwijs ».

Art. 36. Artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot regeling van de wijze waarop het aantal opvoeders in het rijksonderwijs wordt berekend, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Een aanvullende halve opdracht opvoeder wordt toegekend per internaat waarvan het aantal interne leerlingen die ingeschreven worden de 30ste dag volgend op het begin van het schooljaar, zich in één van de volgende schijven bevindt :

- 11 tot 20;
- 32 tot 41;
- 53 tot 62;
- 74 tot 83;
- 95 tot 104;
- 116 tot 125;
- 137 tot 146;
- 158 tot 167;
- 179 tot 188;
- 200 tot 209;
- 221 tot 230;
- 242 tot 251;
- 263 tot 272;
- 284 tot 293, enz. ».

HOODSTUK XV. — *De inspectie*

Art. 37. In artikel 53, tweede lid, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, worden de woorden « Op basis van de structuur van de algemene inspectiedienst, zoals bepaald in artikel 3, tweede lid, » geschrapt.

HOOFDSTUK XVI. — *Bepalingen betreffende het systeem van bekrachtiging van de bevoegdheden*

Art. 38. Overeenkomstig artikel 25 van het Samenwerkingsakkoord van 22 oktober 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie waaraan instemming werd verleend bij het decreet van de Raad van 22 oktober 2003, komt de Franse Gemeenschap elk jaar tegemoet binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten :

- 1° Wat betreft de werkingskosten van het Consortium voor de bekrachtiging van de bevoegdheden, naar rata van 30 % van de begroting vastgesteld in onderlinge overeenstemming door de contracterende partijen;
- 2° Wat betreft de inrichtingen voor het onderwijs voor sociale promotie erkend als centra voor de bekrachtiging van de bevoegdheden :
 - a) in de kosten van de georganiseerde bekrachtigingsproeven waarvan de Regering van de Franse Gemeenschap het aantal en het type proeven bepaalt per begrotingsjaar op basis van de vaste kosten per type proeven jaarlijks vastgesteld door het Consortium voor de bekrachtiging van de bevoegdheden;
 - b) in de tenlasteneming van de kosten voor de audit van de centra voor de bekrachtiging van de bevoegdheden voor elk betrokken vak;
 - c) in de tenlasteneming van de lestijden toegekend aan de centra voor de bekrachtiging van de bevoegdheden bestemd voor de coördinatie van de centra, de begeleiding, de oriëntatie en de evaluatie van de kandidaten;
- 3° Wat betreft de commissies inzake referentiemodellen :
 - a) in de tenlasteneming van de verplaatsingskosten van de vertegenwoordigers van het onderwijs voor sociale promotie die deelnemen aan de commissies inzake referentiemodellen of aan elke andere commissie of werkgroep onder de voorwaarden vastgesteld door de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Diensten van de Regering;
 - b) in de tenlasteneming van de lestijden toegekend aan een inrichting voor het onderwijs voor sociale promotie die een lid van zijn personeel afvaardigt binnen een commissie inzake referentiemodellen om de uren te compenseren die door dit personeelslid in de inrichting niet gepresteerd werden.

De lestijden bedoeld in het eerste lid, 3°, b), worden toegekend op basis van een lijst van aanwezigheden opgesteld door de uitvoerende cel en zijn beperkt tot hoogstens vijf lestijden per dag.

De inrichtingen voor het onderwijs voor sociale promotie die de betrokken opleiding(en) organiseren, zijn de enige die ertoe gemachtigd zijn om een lid van hun personeel af te vaardigen binnen de commissies inzake referentiemodellen. Voor elk beroep zal een oproep tot kandidaten plaatsvinden via de onderwijsnetten.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toekenning van de lestijden bedoeld in dit artikel.

HOOFDSTUK XVII

De bezoldiging van december tot december van de personeelsleden van de Franse Gemeenschap

Art. 39. Het koninklijk besluit nr. 279 van 30 maart 1984 betreffende de betaling na vervallen termijn van de wedden van sommige personeelsleden van de openbare sector, wordt opgeheven.

TITEL IV. — **Slotbepalingen**

- Art. 40.** De artikelen 28 tot 31 van dit decreet hebben uitwerking met ingang van 1 september 2008.
- Art. 41.** De artikelen 16 en 17 van dit decreet hebben uitwerking met ingang van 1 juli 2008.
- Art. 42.** De artikelen 18, 35 en 36 en artikel 39 van dit decreet hebben uitwerking met ingang van 1 december 2008.
- Art. 43.** De artikelen 5 tot 15, 19 tot 27, 32, 34 en 38 van dit decreet treden in werking op 1 januari 2009.
- Art. 44.** Artikel 33 van dit decreet treedt in werking op 1 januari 2010.
- Art. 45.** Artikel 37 van dit decreet heeft uitwerking met ingang van 15 december 2008.
- Art. 46.** De artikelen 1 tot 4 hebben uitwerking met ingang van 31 december 2008.

Art. 47. Voor de rest van het schooljaar 2008-2009 dienen de vakbondsorganisaties hun aanvraag(en) in om in aanmerking te komen voor artikel 7bis van het decreet van 17 juli 2003, zoals gewijzigd bij dit decreet, volgens de nadere regels van artikel 7quater, § 2, van hetzelfde decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 611-1. — Adviezen van de commissies nr. 611-2 tot nr. 611-5. — Commissieamendementen, nr. 611-6. — Verslag nr. 611-7. — Vergaderingsamendementen, nr. 611-8.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 8 december 2008. — Hervatting van de bespreking en aanneming. Vergadering van 9 december 2008.

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2009 — 1059

[C – 2009/33017]

16. FEBRUAR 2009 — Dekret zur Zustimmung zu dem Übereinkommen des Europarats zur Bekämpfung des Menschenhandels, geschehen zu Warschau am 16. Mai 2005 (1)

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Das Übereinkommen des Europarats zur Bekämpfung des Menschenhandels, geschehen zu Warschau am 16. Mai 2005, ist uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 16. Februar 2009

Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für lokale Behörden
K.-H. LAMBERTZ

Vize-Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Minister für Ausbildung und Beschäftigung, Soziales und Tourismus
B. GENTGES

Minister für Unterricht und wissenschaftliche Forschung
O. PAASCH

Ministerin für Kultur und Medien, Denkmalschutz, Jugend und Sport
Frau I. WEYKMANS

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2008-2009.*

Dokumente des Parlamentes: 147 (2008-2009) Nr. 1 : Dekretentwurf.

Ausführlicher Bericht. — Diskussion und Abstimmung. Sitzung vom 16. Februar 2009.